

# Nation en péril



Déjà sur les bancs de l'école, parmi les notions mathématiques avec lesquelles j'étais familier figurait le plus petit dénominateur commun. Il se définit comme suit : c'est le plus petit nombre naturel qui est à la fois multiple de chacun des dénominateurs de ces fractions. J'y étais familier parce que ce nombre magique à mes yeux représentait l'harmonie, le rassemblement, l'unité. Oui, depuis mon plus jeune âge, j'extrapolais cette découverte à la vie tout entière, érigeais un cas particulier en règle générale et construisais ma théorie sociale : pour vivre heureux, les hommes doivent chercher ce qui les rassemble. Pour vivre en paix, ils doivent cultiver ce qu'il y a de commun entre eux, ce qui les rapproche. Ils doivent dialoguer pour se découvrir et mieux se connaître.

Dans la cour de récréation, les agissements de mes camarades contredisaient cette vérité toute limpide à mes yeux : je les voyais s'organiser en bandes séparées, se disputer violemment quelquefois. Je voyais dans la même bande des sensibilités différentes voire opposées. Je voyais dans la cour des jeunes isolés qu'aucune bande ne voulait intégrer, bannis des jeux. Je commençais déjà à accepter la nécessité de la différence, de la séparation, de l'isolement et le fait que certains pouvaient ne pas s'intégrer dans un groupe donné, voire ne pas s'intégrer tout court. Les années passant, j'ai découvert combien cette notion toute simple est difficile à concrétiser. En partant de la plus petite cellule familiale jusqu'à une nation toute entière, les personnes ont du mal à cohabiter, chacun défendant son territoire jalousement et féroce.

Plus tard encore, je persistais à m'accrocher à cette notion, convaincu qu'elle est la seule option viable. Mais il fallait la modifier en la relativisant. Entre un ensemble de personnes, il existe bel et bien un certain nombre de points communs qui les fédèrent comme la langue, la religion, les croyances, la géographie, l'histoire, les coutumes, l'éducation, les us et coutumes ; lesquels ne sont pas les mêmes pour un autre groupe de personnes. Partant de ce constat, l'expérience et l'histoire nous montrent l'impossibilité pour des groupes trop hétérogènes de vivre en paix dans un espace à partager. La Nation est notre maison commune. À l'image de chaque foyer, de chaque cellule sociale, au fil des ans s'établissent des règles de vivre-ensemble.

Dans ma propre demeure par exemple, il y a des consignes pour chaque chose, une certaine manière de vivre qui me satisfait ainsi que les miens, imparfaite par définition, mais qui nous convient plus ou moins bien parce qu'on n'a pas trouvé mieux. Au fil des ans nous avons réussi à construire notre plus petit dénominateur commun. Même imparfaite, cette manière est la nôtre. Elle est à être respectée par quiconque souhaite s'établir chez nous, vivre avec nous et partager notre

quotidien. Sans aucun jugement de valeur, et reconnaissant la force subjective de nos comportements et nos réactions, et en couvrant mondialement le spectre le plus large possible, notre manière de vivre peut se rapprocher, variablement, de celle de plusieurs autres foyers mais elle demeure – certainement – radicalement incompatible voire opposée à la manière de plusieurs autres foyers. Ce qui s'applique à un foyer s'appliquerait à une Nation. Des lois organisent d'une manière large les contours d'un vivre-ensemble où règnent la concordance et la paix. Ces lois diffèrent d'un pays à un autre et c'est bien ainsi. Une personne désirant émigrer vers un autre milieu que le sien acquiert certainement les mêmes droits que les personnes qui y habitent mais devrait avoir les mêmes devoirs. Ceci suppose qu'elle s'y intègre complètement, qu'elle modifie ses comportements afin de faire partie de ce plus petit dénominateur commun qui relie les habitants de son nouveau pays d'accueil.

En d'autres termes, cette personne devrait, au moins, aimer ce pays, parler sa langue, étudier son histoire, participer à la vie collective, respecter ses lois, ses us et coutumes, etc. Notre pays a le devoir d'accueillir les personnes qui frappent à sa porte, de leur offrir toutes les garanties pour une intégration réussie, de les protéger et d'accompagner leur insertion dans le tissu social, d'être le garant de leur épanouissement tant personnel que professionnel. Par contre, notre pays a le devoir, voire l'impérative obligation, de se protéger et de nous protéger contre toutes les personnes qui veulent ruiner notre unité nationale, briser notre vivre-ensemble, saper les fondements de notre civilisation, afficher leurs oppositions, mener une guerre interne contre nous. Dans ce vaste monde, il y a de la place pour tous. Mais tous ne peuvent pas vivre dans la même place. En accueillants des personnes incompatibles avec nos valeurs, en accueillant des populations en masse sans aucun discernement sur notre capacité à les intégrer convenablement, nous avons créé leur malheur et le nôtre.

De cette manière irréfléchie nous avons encouragé la ghettoïsation menant aux violences urbaines et à la création de fait de quartiers cloisonnés. Nous avons légitimé le multiculturalisme désaccordé, voire le racisme. Nous avons affaibli la puissance de l'État sur la totalité de son territoire. Nous avons permis la désunion nationale. Que ce soit pour des raisons humanitaires, politiques ou économiques, certaines populations ne peuvent pas – et ne doivent pas – vivre chez nous. Leurs croyances, convictions, aspirations et modes de vie sont radicalement et antinomiquement opposés aux nôtres. Leur présence est conflictuelle au même titre que notre présence dans leurs pays d'origine d'ailleurs. Ne soyons pas naïfs ! Certains groupements d'immigrés viennent chez nous pour des raisons purement économiques sans aucune volonté de s'intégrer dans notre pays. D'autres viennent avec la volonté claire et nette de mener un djihad pacifique ou violent en sapant les fondements de notre démocratie alors qu'ils jouissent chez nous de droits qu'ils n'ont même pas dans leur pays d'origine ! Est-ce difficile à comprendre pour nos hommes et nos femmes politiques ? Ces organisations terroristes mènent contre nous un combat acharné en s'appuyant sur nos faiblesses structurelles :

– Nous avons besoin de leur pouvoir d'achat pour sauver nos économies malades, alors nous sacrifions nos principes, nos idéaux et vendons notre patrimoine;

– Nous avons besoin de leur force de natalité pour peupler nos terres, alors nous les inondons d'aides financières de toutes natures;

– Nous avons besoin de leur concours immédiat alors qu'ils disposent de tout le temps nécessaire pour arriver à leurs fins. Temps, argent et démographie : voilà les armes avec lesquelles ils nous combattent. Qui pourrait croire que l'islamisme rampant sur notre territoire pourrait-il un jour renforcer notre démocratie? Qui pourrait croire que les islamistes qui envahissent nos banlieues s'intégreront un jour

dans notre tissu social ? Il y a péril en la demeure. Nos hommes politiques assistent, impuissants, à cette évolution funèbre de notre Nation, évolution inlassable qui semble impossible à inverser. Ils y assistent par lâcheté ou par différents degrés de connivence. Notre peuple aura-t-il un mot à dire ?

**Joseph Tyan**